

" Pour nous engager dans une alliance avec la France, nous pouvons compter sans doute sur le Maréchal et sur son gouvernement; mais qui nous assure qu'il obtiendra des Chambres ce qu'il leur demandera? que nous assurés qu'après une première défaite il ne sera pas renversé, et que le gouvernement qui lui succéderait, plus jaloux de se consolider, n'importe à quel prix, quo d'être fidèle aux engagements précédents; ne s'empresserait pas de faire sa paix avec le vainqueur et ne nous laisserait pas ainsi seuls en face de l'ennemi?

" Telle est la situation pour la France républicaine.

" Ses propositions, ses acceptations, ses refus doivent avoir la sanction de la souveraineté nationale, et les chefs des puissances voisines n'ont à compter avec lui que lorsque cette sanction lui aura été donnée; par suite un président de république ne traite pas d'égal à un égal avec les rois et les empereurs, et, pour compenser cette infériorité, l'assentiment des représentants du pays est indispensable à tous les actes du président de la république.

" C'est du droit républicain.

" Mais avec les lois actuelles sur l'organisation de l'armée, avec la promptitude de la mobilisation, les armées peuvent se trouver en présence et la guerre peut être un fait avant que les Chambres aient commencé à délibérer.

" Nous ne pouvons nous dissimuler que notre état de grande république isolée au centre de l'Europe monarchique donne à notre pays un sérieux désavantage dans les éventualités de la guerre."

Considérations générales sur l'agriculture moderne

L'agriculture n'est plus, comme dans l'enfance des sociétés et jusqu'à ce qu'elles soient parvenues à leur âge viril, la source unique des richesses et de la prospérité publiques. Elle partage aujourd'hui cet avantage avec les manufactures et les arts; et même, suivant les localités, elle n'en est plus toujours la source principale.

En effet, les différents peuples de l'univers ne sont pas tous aussi favorablement placés pour avoir une agriculture aussi étendue ni aussi florissante, et qui puisse devenir pour chacun d'eux la source principale de ses richesses; car aucun ne peut rôdier sur son territoire, ni le même climat, ni les mêmes qualités de sol, ni la même population, ni les mêmes mœurs, ni la même intelligence, ni les mêmes capitaux disponibles, ni des débouchés aussi avantageux; en deux mots, ni les mêmes besoins, ni les mêmes ressources. Par les mêmes raisons, les différentes localités d'un grand état continental, d'un état qu'on pourrait regarder comme essentiellement agricole, ne doivent pas présenter toutes, ni les mêmes cultures, ni une agriculture aussi florissante.

Enfin, l'agriculture ne peut avoir une certaine importance parmi les autres moyens de prospérité d'un état, ni acquérir généralement un certain degré de perfection, qu'autant que les circonstances locales rendent la profession du cultivateur assez lucrative et avantageuse pour être exercée et recherchée par les hommes instruits, aisés, et de bonne volonté.

Ces principes sont puisés dans la nature même des choses; car si l'on demande aux peuples les plus septentrionaux de l'Europe quels sont leurs principaux moyens d'existence, ils répondront, la chasse et la pêche. Si l'on interroge ensuite les Anglais, les Hollandais, les villes anséatiques sur les principales sources de leurs richesses, ils diront unanimement; C'est le commerce.

Enfin, si l'on fait les mêmes questions dans différentes localités d'un grand état, les réponses seront, ou l'agriculture, ou le commerce, ou les manufactures, etc., suivant leur position et les autres circonstances locales. Cela posé, il faut rejeter, comme inadmissibles et même nuisibles en agriculture, tous les systèmes uniques de culture, et les théories quelquefois si séduisantes, qui sont le fruit de l'imagination inexpérimentée de quelques agromomes, et ne peuvent résister à la moindre circonstance locale extraordinaire: il faut même s'abstenir de cette manie de com-

parer l'agriculture des différents peuples, et d'en fixer le rang; car si cet art ne peut pas être aussi étendu ni aussi varié chez chaque peuple; si même ces différences se remarquent dans les diverses localités d'un même état, comment peut-on supposer la possibilité d'admettre un mode unique de culture? Comment alors pouvoir comparer des objets dissimilaires? Il faut donc se borner à examiner l'agriculture dans chaque état d'après ses besoins et ses ressources particulières.

Une autre erreur qu'il est encore nécessaire de détruire, par le préjudice qu'elle peut occasionner à l'agriculture, est celle qui fait dépendre la prospérité, et même la durée des empires, d'une liaison intime entre le système d'agriculture et le système politique du gouvernement.

Nous avouons que nous n'entendons pas trop ce que les auteurs de ce principe ont voulu dire; car nous ne pouvons pas plus admettre un seul système politique de gouvernement qu'un seul système d'agriculture; et si les bornes de cet article nous le permettaient, nous établirions notre opinion par des raisons analogues et péremptoires. Nous nous contenterons d'observer à ce sujet, 1^o que l'agriculture et tous les autres arts, pour parvenir au degré de prospérité auquel ils peuvent s'élever dans chaque état ou dans chaque localité, exigent des gouvernements la même protection et les mêmes encouragements; 2^o que la prospérité de l'un tient presque toujours à celle de tous les autres; 3^o que les lois ou institutions qui doivent contribuer à la prospérité de chacun d'eux sont à peu près les mêmes, et qu'elles sont absolument indépendantes de la forme des gouvernements; 4^o enfin, que la durée des États paraît dépendre essentiellement de la conservation des bonnes mœurs, de la libre disposition des facultés industrielles, du maintien de la tranquillité publique, enfin de la justice, de la prévoyance et de la modération des gouvernements, quelle que soit d'ailleurs leur organisation.

Mais si l'agriculture a perdu son importance primitive et absolue par l'effet naturel des progrès de la population et de la civilisation, elle conserve encore une importance relative assez grande, surtout dans les États essentiellement agricoles, pour y être un objet particulier de la sollicitude de leur gouvernement. Cet art est d'abord la manufacture générale des subsistances de l'immense population qui, dans un grand état, ne cultive pas ou ne se livre pas à la culture des céréales; et ses cultures industrielles fournissent encore à la consommation générale, au commerce, aux manufactures et aux autres arts, des plantes alimentaires, de la viande, des boissons, des huiles, etc., et un grand nombre de matières premières.

Lorsque les subsistances sont assurées, et qu'elles sont à un prix moyen relatif à celui de la main-d'œuvre et des autres objets nécessaires à la culture, le fermier reçoit un juste prix de son travail et de son industrie; car c'est sur ce prix moyen qu'il a calculé ses bénéfices présumés en passant son bail. Alors il paye facilement ses contributions, son propriétaire; les autres cultivateurs, les autres professions, se livrent avec sécurité à leurs travaux ordinaires; les riches font travailler; les pauvres trouvent de l'ouvrage; l'état est tranquille, parce que tous les individus sont occupés, et le gouvernement n'est arrêté dans aucun des rouages de l'administration.

Lorsque les subsistances tombent au-dessous du prix moyen ordinaire, par l'effet d'une abondante récolte, le fermier seul semble souffrir, parce ses frais de culture restent les mêmes, ses profits diminuent nécessairement; mais si cette récolte abondante est suivie de plusieurs années plus abondantes encore, le fermier est bientôt en perte, et il finit par se ruiner ou par abandonner sa culture. C'est ce qui est arrivé en France pendant les récoltes abondantes et successives de 1759 à 1764.

Les autres professions, et le gouvernement lui-même, semblent trouver de l'avantage dans ces années, qu'il est si naturel de regarder comme très-heureuses; mais la contribution foncière est lente, difficile et quelquefois impossible à recouvrer; les propriétaires et les fonctionnaires éprouvent de grands retards, dans la rentrée de leurs revenus; ils diminuent leurs dépenses extraordinaires; et ces diminutions de dépenses et conséquemment de travaux, ont nécessairement une influence fâcheuse sur les autres sources de la prospérité publique.

Ainsi, les effets de ces années successives de grande abondance de subsistances sont donc de diminuer les travaux du commerce,